



ENVIRONNEMENT Le projet, inédit dans le monde, verra le jour à la fin de l'année 2018 dans l'Ain

Une première ferme hydrolienne

Caroline Girardon

Le concept est inédit. La Compagnie nationale du Rhône (CNR), deuxième producteur français d'électricité, envisage de mettre en service une « ferme hydrolienne ». Une première au monde.

Mieux que l'éolien ?

Trente-neuf turbines doivent être mises en service à la fin de l'année 2018 sur la commune de Génissiat, dans l'Ain, non loin de la frontière suisse. Les engins, immergés dans le Rhône, produiront de l'électricité en grande quantité : 6700 mégawatts. Soit l'équivalent de la consommation de 2700 foyers français. « Cela représente 2000 tonnes de CO2 économisées par an », révèle Ahmed Khaladi, responsable du projet à la CNR. Et d'ajouter : « Cette ferme sera une vitrine des nouvelles technologies qui peuvent être désormais utilisées pour produire de

l'électricité ». Une technologie bien plus avantageuse que l'éolien selon lui, même si le procédé sera plus coûteux. « L'éolien nécessite par définition d'avoir toujours de l'air. De plus, le système dérange souvent le voisinage qui se plaint des nuisances sonores et de l'esthétisme. Là, les turbines seront installées sur une barge, ancrée dans le lit du fleuve. Pas besoin de barrage. L'électricité sera générée grâce au courant de l'eau », explique Ahmed Khaladi. L'objectif est bien évidemment de démontrer que le système fonctionne, et de faire baisser les coûts de production dans un second temps. Si le potentiel semble limité en France, en raison de l'occupation de nombreux cours d'eau, utilisés pour l'hydroélectricité, le marché s'annonce bien plus intéressant en dehors de l'Europe. « Nous avons fait des études. Nous sommes dotés d'un produit qui peut répondre aux besoins de nombreux pays en voie de développement, où



HydroQuest

La ferme sera installée à Génissiat, près de la frontière suisse.

faire venir de l'énergie coûte cher », précise Ahmed Khaladi. Le fabricant grenoblois d'hydroliennes [HydroQuest](#), associé au projet, a déjà établi un accord avec l'Angola et noué des contacts en Birmanie et au Brésil. « Le jour où l'on prouvera que ce système est performant, tout le monde se mettra à y croire », prédit Ahmed Khaladi. ■

12 millions d'euros

Le projet, évalué à 12 millions d'euros, a été retenu par l'Ademe dans le cadre du programme des investissements d'avenir. L'appel à projet avait été lancé en 2015.